



Pour le professeur Philippe Gugler, «le financement d'un cluster relève d'une politique industrielle inadaptée et vouée à l'échec».

Certes, pour répondre à votre question, les instruments dont dispose l'Etat pour stimuler le dynamisme d'un cluster (en termes d'innovation, de formation, de création de nouvelles entreprises, d'expansion d'entreprises existantes et d'implantation de nouvelles entreprises), tels que notamment les mesures prises dans le cadre de la nouvelle politique régionale (NPR), sont les bienvenus pour autant que la probabilité d'un retour sur investissement soit possible et que l'Etat s'abstienne de toute politique de «champions régionaux».

Quel est le principal défi à relever?

Le cluster Food & Nutrition doit être un «vrai» cluster en termes économiques et non politiques, c'est-à-dire une concentration géographique d'entreprises et d'institutions spécialisées dans un certain domaine et constituant ainsi une masse critique suffisante afin que les acteurs du cluster soient compétitifs. Les clusters artificiels «créés» pour des considérations politiques ne sont pas viables ou alors ne survivent que grâce à des perfusions coûteuses

«Il s'agit de se méfier des politiques industrielles qui tendent à privilégier un domaine plutôt qu'un autre»

et inefficaces à long terme. Certes, le cluster agroalimentaire du canton de Fribourg constitue un «vrai» cluster en termes économiques, mais son essor doit relever principalement du secteur privé. En effet, un autre défi important consiste à s'affranchir d'une mainmise trop importante de l'Etat et de sortir de la zone de confort que peut garantir l'Etat. Les membres d'un cluster ne doivent pas être des acteurs «administrés». Le chef d'orchestre (l'Etat) doit se plier à la partition voulue par les marchés en s'assurant de pouvoir disposer des meilleurs musiciens et de les encourager à parfaire leurs aptitudes tout en ayant la sagesse de reconnaître qu'en définitive ce seront ces derniers qui détermineront la qualité du concert. ■

«Les clusters artificiels «créés» pour des considérations politiques ne sont pas viables»

Philippe Gugler dirige le Centre de recherche sur la compétitivité de l'Université de Fribourg. Il estime que la capacité innovatrice dépend des activités entrepreneuriales des acteurs privés.

BILAN Le cluster Food & Nutrition est chargé de mettre en œuvre la stratégie du Conseil d'Etat pour faire de Fribourg un leader de l'agroalimentaire.

Quelles actions peut-il entreprendre?

PHILIPPE GUGLER Permettez-moi d'être dubitatif lorsque j'entends que la stratégie du Conseil d'Etat est de «faire de Fribourg un leader de l'agroalimentaire». Une stratégie demande que des objectifs de performance clairs soient dégagés. Or, je n'ai pas connaissance d'objectifs quantifiables en termes notamment de création d'emplois, d'augmentation de la valeur ajoutée et de dépôts de brevets dans le domaine agroalimentaire pour une période donnée. Le domaine de l'agroalimentaire constitue néanmoins un important cluster dans le canton en termes de nombre d'entreprises, d'emplois et de spécialisation des activités. Toutefois, ce secteur est encore loin d'être qualifié de «leader» en termes d'innovation, alors que celle-ci constitue le fer de lance de la compétitivité d'un domaine d'activité. En effet, selon nos études sur les brevets (outils de mesure de l'innovation), le secteur agroalimentaire fribourgeois est relativement faible aussi bien en termes de nombre de brevets déposés qu'en termes d'avantage technologique révélé (ATR).

L'Etat peut cependant soutenir l'essor d'une branche économique...

Il s'agit de se méfier des politiques industrielles qui tendent à privilégier un domaine par rapport à un autre. En effet, la capacité innovatrice et l'efficacité des entreprises, que cela soit dans le secteur agroalimentaire comme dans tous les autres secteurs, dépendent d'abord du tissu industriel dont dispose un territoire et plus précisément de l'activité innovatrice et entrepreneuriale des acteurs actifs sur ce territoire. L'Etat peut encourager ce type d'activités en s'assurant par exemple que les formations et les instituts de recherche du canton se spécialisent dans des domaines liés à l'agroalimentaire, qu'il y ait une collaboration entre les hautes écoles et les entreprises sur des projets de recherche précis, et que les infrastructures de base nécessaires au déploiement des entreprises soient mises en place tout en veillant à ce que le secteur privé demeure le pilote dans le cockpit.

De quels moyens financiers ce cluster a-t-il besoin pour remplir sa tâche?

Le financement d'un cluster relève d'une politique industrielle inadaptée et vouée à l'échec dans la majorité des cas. Je me permets de rappeler qu'un cluster dépend de l'agglomération et de la spécialisation de nombreux acteurs présents sur un territoire et que les pouvoirs publics ne peuvent pas «créer» des clusters performants.